

Loi n° 13-2013 du 28 juin 2013
autorisant la ratification de l'accord de coopération économique,
commerciale et technique entre le Gouvernement de la République
du Congo et le Gouvernement de l'Etat du Qatar

L'ASSEMBLEE NATIONALE ET LE SENAT ONT DELIBERE ET ADOPTE :

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :

Article premier : Est autorisée la ratification de l'accord de coopération économique,
commerciale et technique entre le Gouvernement de la République du Congo et le
Gouvernement de l'Etat du Qatar dont le texte est annexé à la présente loi.

Article 2 : La présente loi sera publiée au Journal officiel et exécutée comme loi de
l'Etat. /-

Fait à Brazzaville, le
28 juin 2013


Denis SASSOU-N'GUESSO.-

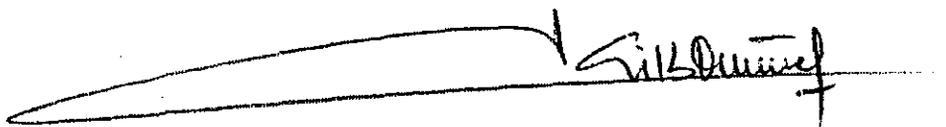
Par le Président de la République,

Le ministre des affaires étrangères
et de la coopération,

Le ministre d'Etat, ministre de
l'économie, des finances, du plan,
du portefeuille public et de
l'intégration,



Basile IKOUEBE.-



Gilbert ONDONGO.-

La ministre du commerce et
des approvisionnements,



Claudine MUNARI.-

SECRETARIAT GENERAL
DU GOUVERNEMENT

Décret n° 2013-297 du 28 juin 2013
portant ratification de l'accord de coopération économique, commerciale
et technique entre le Gouvernement de la République du Congo et le
Gouvernement de l'Etat du Qatar

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 13-2013 du 28 juin 2013 autorisant la ratification de
l'accord de coopération économique, commerciale et technique entre le Gouvernement
de la République du Congo et le Gouvernement de l'Etat du Qatar ;

Vu le décret n° 2012-1035 du 25 septembre 2012 portant nomination des membres du
Gouvernement.

DECRETE :

Article premier : Est ratifié l'accord de coopération économique, commerciale et
technique entre le Gouvernement de la République du Congo et le Gouvernement de
l'Etat du Qatar dont le texte est annexé au présent décret.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel de la
République du Congo./-

Fait à Brazzaville, le
28 juin 2013

Denis SASSOU-N'GUESSO.-

Par le Président de la République,

Le ministre des affaires étrangères
et de la coopération,

Basile IKOUEBE.-

Le ministre d'Etat, ministre de
l'économie, des finances, du plan, du
portefeuille public et de l'intégration,

Gilbert ONDONGO.-

La ministre du commerce et
des approvisionnements,

Claudine MUNARI.-



**ACCORD DE COOPERATION ECONOMIQUE,
COMMERCIALE ET TECHNIQUE**

ENTRE

**LE GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE DU CONGO**

ET

**LE GOUVERNEMENT DE
L'ETAT DU QATAR**

bf

[Signature]

Le Gouvernement de la République du Congo et le Gouvernement de l'Etat du Qatar, dénommés ci-après " les Parties contractantes " .

Désireux de renforcer les liens d'amitié, d'améliorer et de développer les échanges commerciaux, les relations de coopération économiques et techniques entre eux sur la base des intérêts et profits communs ;

Ont convenu de ce qui suit :

Article 1^{er} :

Les Parties encouragent l'exportation et l'importation des produits industriels et agricoles ainsi que des matières premières d'origine locale et le patrimoine animal d'une partie à l'autre à l'exception des produits interdits par les normes internationales et par les lois et règlements internes d'importation et d'exportation de chaque Partie. Les deux Parties s'efforcent à accorder et à fournir toutes les installations possibles pour les activités d'importation et d'exportation entre les deux pays.

Article 2 :

Chaque Partie contractante encourage la participation aux expositions et foires internationales qui se tiennent sur le territoire de l'autre Partie contractante, et chacune d'elles permet à l'autre d'organiser les foires et les expositions dans son pays et lui fournit toutes les installations et l'assistance nécessaires pour atteindre ce but conformément à ses lois et règlements en vigueur.

Article 3 :

Les paiements afférents aux transactions entre les personnes physiques et morales dans le cadre du présent Accord s'effectuent en devises librement convertibles à convenir entre les deux Parties contractantes.

Article 4 :

Chaque Partie contractante encourage la coopération mutuelle et l'échange de visites entre les représentants des chambres de commerce, d'industrie et d'autres institutions similaires ainsi qu'entre les hommes d'affaires et opérateurs économiques des deux pays.

Article 5 :

Chaque Partie contractante :

- encourage la coopération entre leurs institutions et agences gouvernementales et privées engagées dans des activités techniques d'intérêt public ;
- élabore les projets communs techniques et économiques, prépare les études de faisabilité pour ces projets ;

- échange les délégués engagés dans différentes disciplines techniques en vue d'apporter l'assistance et le soutien demandés. Chaque Partie offre des opportunités pour ses citoyens, participe à des programmes de formation et d'orientation dans le domaine technique et économique, et coordonne ses efforts dans la recherche et les études dans lesdits domaines.

Article 6 :

La coopération économique et technique comprend les domaines de l'industrie, de l'énergie, de l'agriculture, des ressources animales et halieutiques, des transports, des communications, de la construction, du tourisme et autres secteurs susceptibles d'être convenus d'accord partie.

Article 7 :

Les Parties instituent une Commission mixte sur la coopération économique, commerciale et technique pour le suivi et la mise en œuvre des dispositions du présent Accord. Cette Commission se réunit de façon alternative dans les deux pays en vue d'atteindre les objectifs suivants :

- coordonner les différents aspects de la coopération entre les Parties contractantes dans les domaines économique, commercial et technique ;
- élaborer les programmes dans les domaines économique, commercial et technique pour une durée fixée d'accord partie ;
- faire les propositions nécessaires pour promouvoir et renforcer les relations économiques entre les Parties contractantes ;
- examiner les différends pouvant résulter ou résultant de la mise en œuvre des dispositions de l'Accord et proposer les solutions de règlement desdits problèmes.

Article 8 :

Les Parties s'engagent à régler à l'amiable les différends résultant de la mise en œuvre du présent Accord par la consultation et la négociation.

Article 9 :

Le présent Accord ne porte pas atteinte aux autres accords signés ou qui doivent être signés par l'une ou l'autre Partie avec un autre Etat.

Article 10 :

Le présent Accord ou l'une de ses dispositions peut être amendé par consentement mutuel des deux Parties.

Article 11 :

Le Présent Accord entre en vigueur à la date d'échange des documents de ratification par voie diplomatique.

Article 12 :

Le présent Accord est conclu pour une période de cinq (5) ans à partir de sa signature et est reconduit automatiquement pour la même période à moins que l'une ou l'autre Partie contractante ne notifie à l'autre par écrit son intention de le résilier au moins six (6) mois avant la date de ladite résiliation.

Toutefois, en cas de résiliation, les engagements et les obligations qui en résultent ou de toute autre transaction conclue conformément à ses règles, demeurent valables et exécutoires.

En foi de quoi les soussignés dûment mandatés par leurs Gouvernements respectifs ont signé le présent accord.

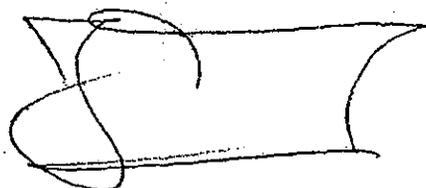
Fait à Brazzaville, le ...28... mars 2010

En deux (2) originaux, en langues arabe, anglaise et française, les trois (3) versions faisant également foi.

En cas de divergence dans l'interprétation ou la mise en œuvre du présent Accord, la version anglaise prévaudra.

Pour le Gouvernement de la
République du Congo

Pour le Gouvernement de l'Etat du
Qatar



Basile IKOUEBE,
Ministre des Affaires
Etrangères et de la
Coopération



**KHALID BIN MOHAMMAD
AL-ATTIYAH,**
Ministre d'Etat à la Coopération
Internationale, Ministre des
Affaires Economiques et du
Commerce par intérim

Loi n° 33 - 2013 du 28 décembre 2013
portant loi de règlement du budget de l'Etat, exercice 2012

L'ASSEMBLEE NATIONALE ET LE SENAT ONT DELIBERE ET ADOPTE ;

*LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI DONT LA TENEUR
SUIT :*

Article premier : Les résultats définitifs de l'exécution de la loi de finances pour l'année 2012 sont arrêtés aux sommes mentionnées ci-après :

LIBELLE	RECETTES	DEPENSES
A- OPERATION DU BUDGET GENERAL	3 302 516 371 900	2 830 592 426 564
Résultat: (Excédent des recettes sur les dépenses)	+471 923 945 336	
B- OPERATIONS DES BUDGETS ANNEXES	2 693 673 268	1 944 244 757
Résultat: (Excédent des recettes sur les dépenses)	+749 428 511	
C- OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	22 110 336 911	21 867 217 929
Résultat: (Excédent des recettes sur les dépenses)	+243 118 982	
Résultat global d'exécution	+472 916 492 829	

Article 2 : Le montant définitif des recettes du budget général de l'Etat de l'exercice 2012 est arrêté à la somme de 3.302.516.371.900 francs CFA.

Le détail ayant trait aux recettes se trouve dans le tableau A annexé à la présente loi.

Article 3 : Le montant définitif des dépenses du budget général de l'Etat de l'exercice 2012 est arrêté à la somme de 2.830.592.426.564 francs CFA.

Le détail ayant trait aux dépenses se trouve dans le tableau B annexé à la présente loi.

Article 4 : Le résultat de l'exécution du budget général de l'Etat de l'exercice 2012 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

	(En francs CFA)
Recettes :.....	3 302 516 371 900
Dépenses :.....	2 830 592 426 564
Résultat du budget général (excédent) :.....	+471 923 945 336

Article 5 : Le résultat d'exécution des budgets annexes ouverts au titre de l'exercice 2012 est fixé ainsi qu'il suit :

	(En francs CFA)
Recettes :.....	2 693 673 268
Dépenses :.....	1 944 244 757
Résultat des budgets annexes (excédent) :.....	+749 428 511

Article 6 : Le résultat d'exécution des comptes spéciaux du trésor ouverts au titre de l'année 2012 est fixé ainsi qu'il suit :

	(En francs CFA)
Recettes :	22 110 336 911
Dépenses :	21 867 217 929
Résultat des comptes spéciaux du trésor (excédent).....	+243 118 982

Article 7 : Le résultat global d'exécution au titre de l'exercice 2012 est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

(En francs CFA)

Excédent au titre des opérations définitives : +471 923 945 336

Opérations des budgets annexes..... +749 428 511

Opérations des comptes spéciaux : +243 118 982

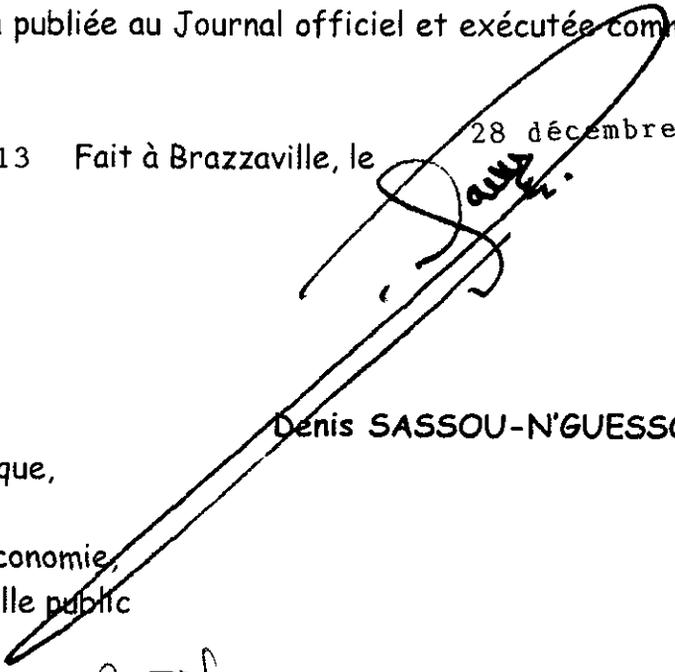
RESULTAT GLOBAL D'EXECUTION : +472 916 492 829

Article 8 : Le résultat d'exécution indiqué à l'article 4 de la présente loi est affecté à l'approvisionnement des comptes à terme du trésor public.

Article 9 : Sont ratifiées les ouvertures de crédits d'avance au titre du budget de l'Etat exercice 2012 décidées par décret n° 2012/1036 du 1^{er} octobre 2012 conformément au tableau C annexé à la présente loi.

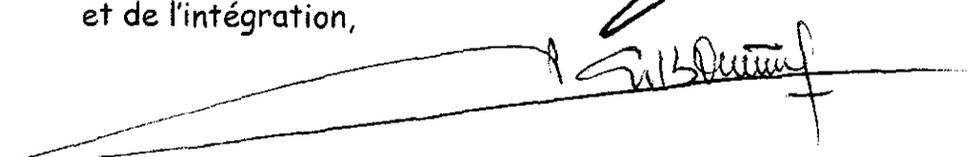
Article 10 : La présente loi sera publiée au Journal officiel et exécutée comme loi de l'Etat./-

33 - 2013 Fait à Brazzaville, le 28 décembre 2013


Denis SASSOU-N'GUESSO.-

Par le Président de la République,

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie,
des finances, du plan, du portefeuille public
et de l'intégration,


Gilbert ONDONGO.-

ANNEXES

Tableau A : Récapitulatif des recettes définitives de l'Etat

Nature	Prévisions	Recouvrements	Taux de recouvrement
A) Recettes propres			
- Impôts et taxes intérieurs	472 500 000 000	502 240 543 297	106,29%
- Droits et taxes de douane	131 000 000 000	117 549 688 650	89,73%
-Recettes pétrolières	2 608 258 000 000	2 290 751 679 516	87,83%
-Recettes de services	13 000 000 000	13 406 891 779	103,13%
-Recettes du portefeuille	35 500 000 000	42 866 096 118	120 ,75%
Total recettes propres	3 260 258 000 000	2 966 814 899 360	91,00%
<u>B) Recettes externes</u>			
-Emprunts d'Etat	484 000 000 000	321 881 948 299	66 ,50%
-Dons	191 000 000 000	13 819 524 241	7,24%
Total recettes externes	675 000 000 000	335 701 472 540	49,73%
Total recettes du budget général	3 935 258 000 000	3 302 516 371 900	83,92%

Tableau B : Récapitulatif des dépenses définitives de l'Etat

Nature des dépenses	Prévisions	Paiement	Taux d'exécution
A) <u>Dépenses courantes</u> (hors dette)			
- Personnel	248 498 000 000	248 437 792 093	99,98%
- Biens et services	352 976 000 000	389 866 388 023	110,45%
- Transferts et interventions (hors contribution)	329 720 000 000	371 952 006 614	112 781%
B) <u>Dépenses</u> <u>d'investissement</u>	1 961 772 000 000	1 534 738 972 506	78,23%
- <u>Service de la dette</u>	171 502 000 000	146 598 267 328	85,48%
D) Prêts et avances	200 000 000 000	139 000 000 000	69 ,50%
Total dépenses du budget général	3 264 468 000 000	2 830 592 426 564	86,71%

Tableau C : Ajustement des crédits du projet de loi de règlement

Nature	Crédit initiaux ouverts	Ajustement de la loi de règlement		Total des crédits loi de règlement 2012
		Ouvertures des crédits	Annulation des crédits	
- Dette publique	171 702 000 000	0	25 103 732 672	146 598 267 328
-Personnel	248 498 000 000	0	61 207 907	248 436 792 093
-Biens et services	352 776 000 000	200 000 000	0	389 886 388 023
-Transfert et interventions (hors contribution)	329 720 000 000	0	0	371 952 006 614
-Dépenses d'investissement	1 961 722 000 000	0	427 033 027 494	1 534 738 972 506
Total général	3 064 468 000 000	200 000 000	452 197 968 073	2 691 612 426 564

Tableau D : récapitulatif des dépenses ordonnancées et payées

Nature des dépenses	Prévisions	Ordonnancements	Paiements	Taux d'exécution
- Dette publique	171 502 000 000	146 598 267 328	146 598 267 328	85,48%
- Personnel	248 498 000 000	248 436 792 093	248 436 792 093	99,98%
- Biens et services	352 976 000 000	400 367 400 096	389 866 388 023	110,45%
- Transferts et intervention (hors contribution et hors épargne)	329 720 000 000	386 972 707 637	371 952 006 614	112,81%
Total	1 102 696 000 000	1 182 375 167 154	1 156 853 454 058	104,91%

Tableau E : dépenses de personnel par ministère et institution

N° Code	Ministères et institutions	Prévisions	Ordonnancement	Paiements
12	Parlement	352 787 820	451 383 992	451 383 992
13	Présidence de la République	3 543 124 903	3 439 268 292	3 439 268 292
21	Défense Nationale	47 572 459 071	47 208 019 987	47 208 019 987
31	Affaires Etrangères et Coopération	16 486 267 998	14 702 998 551	14 702 998 551
32	Garde des Sceaux et Justice	6 156 457 415	5 794 966 156	5 794 966 156
33	Communication, ch. Des Relations avec le Parlement	4 656 480 047	4 134 160 688	4 134 160 688
34	Intérieur & Décentralisation	22 595 119 199	22 286 485 302	22 286 485 302
36	Délégué à l'aménagement du territoire	76 506 237	277 452 373	277 452 373
37	Construction, Urbanisme, Habitat	607 612 938	1 166 567 462	1 166 567 462
39	Energie et Hydraulique	182 648 082	95 549 164	95 549 164
40	Pêche et aquaculture	399 517 505	461 131 215	461 131 215
41	Agriculture et Elevage	3 485 503 962	3 776 100 015	3 776 100 015
42	Economie Forestière	2 656 031 097	2 688 249 292	2 688 249 292
43	Equipement & Travaux Publics	1 168 161 899	1 203 324 105	1 203 324 105
44	Transports et Aviation Civile	731 711 282	1 199 754 188	1 199 754 188
45	Développement Industriel	753 149 154	1 067 456 439	1 067 456 439
46	Mines et Géologie	502 798 166	810 739 226	810 739 226
47	Affaires foncières et domaine public	395 034 747	131 157 679	131 157 679
48	Hydrocarbures	276 938 319	382 432 430	382 432 430
49	Poste & Télécommunications	48 211 774	65 318 199	65 318 199
51	Commerce, Approvisionnements	1 202 327 520	1 732 356 020	1 732 356 020
52	Economie, Plan, Aménagement du territoire	3 191 658 823	2 101 131 639	2 101 131 639
53	Finances et budget	15 455 158 773	15 216 181 602	15 216 181 602
54	PME et artisanat	220 551 909	47 340 996	47 340 996
61	Enseignement Primaire & Second.	61 429 966 522	61 475 902 693	61 475 902 693
62	Enseignement Supérieur	508 277 881	493 215 580	493 215 580
63	Culture et Arts	631 379 774	1 089 879 891	1 089 879 891
64	Sport & Redéploiement de la jeunesse	2 432 912 064	7 258 739 804	7 258 739 804
65	Recherche scientifique	705 958 405	787 561 456	787 561 456
66	Tourisme et environnement	242 050 714	165 502 966	165 502 966
67	Promotion de la Femme, intégrat.	275 922 726	594 661 508	594 661 508
68	Enseignement Technique et formation prof.	8 830 978 522	7 507 638 765	7 507 638 765
69	Education civique	635 621 696	562 083 740	562 083 740
71	Santé, Solidarité et Action Hum	31 214 064 265	28 906 048 128	28 906 048 128
72	Fonction Publique & Réforme de l'Etat	3 474 886 039	4 189 588 667	4 189 588 667
73	Affaires sociales	4 504 044 933	3 707 636 918	3 707 636 918
74	Travail, emploi, sécurité sociale	895 717 819	1 258 806 965	1 258 806 965
	Total	248 498 000 000	248 436 792 093	248 436 792 093

Tableau F : dépenses de transferts et interventions par ministère et institution

N° Code	Ministères et institutions	Prévisions	Ordonnancement	Paiements
12	Parlement	31 471 122 856	34 772 668 307	34 283 668 307
13	Présidence de la République	13 356 919 887	17 286 354 149	13 564 837 750
15	Cour Constitutionnelle	1 347 804 499	1 347 804 499	1 235 853 499
16	Conseil Economique & Social	1 708 119 446	1 708 119 446	1 708 119 446
17	Conseil Supérieur de la Magistrature	281 643 782	281 643 782	281 643 782
18	Cour Suprême	484 260 051	484 260 051	477 331 295
19	Haute Cour de Justice	268 915 203	268 915 203	268 915 203
20	Commission Nationale des Droits de l'Homme	831 657 647	831 657 647	831 657 647
21	Présidence, chgé défense nat. ,anc. ,combat	1 632 516 532	1 964 332 950	1 955 332 950
22	Médiateur de la République	555 707 791	555 707 791	555 707 791
23	Cour des Comptes	826 933 251	826 932 925	826 432 925
25	Conseil Sup de la Liberté de Communic.	734 443 067	734 443 067	734 443 067
26	Commission nat. de lutte contre la fraude	550 000 000	550 000 000	550 000 000
27	Observatoire de lutte contre la corruption	550 000 000	550 000 000	550 000 000
28	Présidence chgée à l'aménag du territoire et Grands Travaux	169 500 000	115 407 200	115 407 200
31	Affaires Etrangères et Francophonie	1 012 393 263	1 258 308 737	1 158 308 737
32	Garde des Sceaux, Justice et droits humains	541 705 818	358 000 000	358 000 000
33	Communication ch. Relat. avec le Parlement	1 769 059 103	2 473 249 293	2 466 249 293
34	Intérieur & Décentralisation	96 981 192 945	131 930 280 433	131 182 580 433
37	Construction, Urbanisme et Habitat	1 415 915 469	214 999 964	214 999 964
39	Energie et Hydraulique	13 945 619 321	13 671 244 139	10 970 400 892
40	Pêche et aquaculture	512 472 193	492 404 984	451 009 984
41	Agriculture, Elevage	4 622 529 293	4 018 683 960	3 955 671 338
42	Economie Forestière et environnement	17 491 697 417	10 447 788 281	9 762 201 429
43	Equipement & Travaux Publics	322 335 516	406 815 484	406 815 484
44	Transports & Aviation Civile	2 408 683 269	1 165 733 308	596 733 308
45	Développement Industriel et promotion secteur privé	324 523 491	309 159 894	228 479 894
46	Mines, Industries Minières et géologie	623 249 946	414 949 967	414 949 967
47	Affaires foncières et domaine public	409 336 526	535 601 915	525 601 915
48	Hydrocarbures	1 155 871 764	1 149 541 339	1 149 641 339
49	Postes & Télécommunications chgé des nvles technologies	4 994 478 381	4 135 243 924	3 802 477 762
50	Présidence chgé des Zones économiques spéc	105 911 341	84 728 000	84 728 000
51	Commerce, Consommation et Approvisionnement	494 698 674	354 862 507	354 862 507
52	Economie & Plan	829 190 970	1 612 796 035	1 189 470 970
53	Finances et budget	58 309 235 540	60 728 265 739	57 094 459 121
54	PME et Artisanat	1 050 646 222	1 014 924 514	855 029 834
61	Enseignement Primaire Secondaire	624 820 385	421 707 000	413 707 000
62	Enseignement Supérieur	31 429 315 978	32 326 448 552	31 989 938 552
63	Culture & Arts	2 309 584 005	2 134 244 385	2 046 577 469
64	Sport & éducation physique	8 511 861 955	7 601 176 604	7 601 176 604
65	Recherche scientifique et innovation technique	1 861 874 904	1 198 399 880	1 107 499 880
66	Tourisme et environnement	887 858 680	255 269 680	255 269 680
67	Promotion de la Femme et intégration femme	262 997 060	204 397 500	204 397 500
68	Enseignement Technique & Formation Prof.	5 270 968 123	5 344 089 596	5 284 779 596
69	Education civique et jeunesse	880 658 475	635 945 300	609 185 300
71	Santé et population	36 313 891 255	34 313 100 640	34 043 030 038
72	Fonction Publique & Réforme de l'Etat	1 144 456 534	791 673 920	726 673 920
73	Affaires sociales et solidarité	1 694 147 574	1 615 371 756	1 441 348 042
74	Travail, emploi et Sécurité Sociale	1 471 773 985	1 075 053 390	1 066 400 000
	Total	356 754 499 387	386 972 707 637	371 952 006 614

TABLEAU G : dépenses de bien et service par ministère

N° de	Ministère et institutions	Prévisions	Ordonnancements	Paiements
13	Présidence de la République	36 098 519 579	39 676 125 090	36 708 474 074
21	Défense Nationale	45 912 777 977	47 950 926 334	47 619 804 942
28	Aménagement du territoire et grands travaux	664 188 250	942 981 987	917 523 227
29	Délégué voies navigables	50 000 000	50 000 000	50 000 000
31	Affaires Etrangères et coopération	8 562 681 448	10 015 873 753	9 663 706 313
32	Garde des Sceaux Justice et droits humains	2 280 807 433	1 966 321 468	1 866 161 968
33	Communication, chargé des relations avec le parlement	1 345 531 527	1 952 218 175	1 906 110 614
34	Intérieur & Décentralisation	11 394 426 133	13 750 255 867	13 721 322 206
36	Délégué à l'aménagement du territoire	180 457 300	165 457 300	165 457 300
37	Construction, Urbanisme, Habitat	430 692 905	265 691 836	258 843 836
39	Energie et Hydraulique	983 005 111	703 657 553	192 779 398
40	Pêche et aquaculture	724 787 047	622 476 385	539 176 985
41	Agriculture et Elevage	1 275 743 653	1 667 949 638	1 157 071 483
42	Economie Forestière et environnement	846 788 000	546 853 731	501 361 911
43	Equipement et travaux Publics	746 973 792	440 973 688	418 773 688
44	Transports et Aviation Civile	724 878 218	382 920 960	320 958 960
45	Développement Ind. Et promotion du secteur	1 024 242 402	740 436 622	726 416 622
46	Mines et Géologie	745 526 876	497 646 084	478 544 681
47	Affaires foncières et domaine public	378 127 029	163 871 753	161 029 895
48	Hydrocarbures	509 783 371	413 379 793	412 977 688
49	Poste & Télécommunications	548 506 161	1 241 454 147	694 046 947
50	Zones économiques spéciales	476 601 036	314 394 990	306 744 990
51	Commerce, Consom., Approvisionnements	633 975 000	265 974 159	259 870 159
52	Economie, Plan, aménagement du territoire	936 036 125	1 571 632 955	1 496 023 743
53	Finances, Budget et portefeuille public(*)	177 569 030 767	190 282 083 564	189 387 328 497
54	PME et Artisanat	433 500 000	244 579 284	238 061 972
56	Marine Marchande	358 794 558	248 135 836	252 335 836
58	Délégué chargé du plan et de l'intégration	50 000 000	48 969 600	48 969 600
61	Enseign. Primaire Sec. Chgé de l'alphabétisation	17 115 451 700	27 649 445 126	27 136 101 287
62	Enseignement Supérieur	2 239 573 039	2 825 556 445	2 733 325 587
63	Culture et Arts	460 237 820	299 634 866	298 037 866
64	Sports et éducation sportive	425 250 920	232 988 004	224 988 004
65	Recherche scientifique et innovation technique	755 160 684	552 965 627	548 925 628
66	Tourisme et environnement	1 266 480 860	1 013 222 313	987 865 171
67	Promotion de la Femme et intég. de la femme	694 381 221	321 894 856	320 494 952
68	Enseignement Technique et professionnel	5 576 133 547	10 232 536 577	9 431 411 074
69	Éducation civique et de la jeunesse	758 612 400	339 011 222	334 026 222
71	Santé et population	23 807 087 405	34 918 009 641	33 594 715 613
72	Fonction Publique et Réforme de l'État	880 350 450	504 360 512	494 394 132
73	Affaires sociales	2 008 898 256	2 508 049 095	2 365 043 219
74	Travail, emploi & Sécurité Sociale	1 102 000 000	1 836 483 260	927 181 733
	Total dépenses de matériel	352 976 000 000	400 367 400 096	389 866 388 023

(*) Y compris les charges communes et les dépenses ordinaires liées au sinistre du 04 mars 2012.

Tableau H : dépenses d'investissement par nature de ressource

Ressources	Prévisions budgétaires	Paiements	Taux d'exécution
1) Ressources internes	1 286 772 000 000	1 199 037 499 966	93,18%
2) Ressources externes			
2.1. Sur Emprunts	484 000 000 000	321 881 948 299	66 ,50%
Sous total hors dons	1 770 772 000 000	1 520 919 448 265	85,89%
2.2. Sur Dons	191 000 000 000	13 819 524 241	7,24%
Sous total ressources externes	675 000 000 000	335 701 472 540	49,73%
Total Général	1 961 772 000 000	1 534 738 972 506	78,23%

Tableau I : dépenses d'investissement par Ministère et Institution

n° Code	Ministères et institutions	Prévisions	Ordonnancements	Paiements
2	Parlement	2 492 000 000	2 507 239 200	2 490 239 200
3	Présidence de la République	30 000 000 000	20 058 367 506	16 201 949 012
5	Cour Constitutionnelle	210 000 000	251 720 940	161 830 940
6	Conseil Economique & Social	838 000 000	701 157 500	502 000 000
7	Conseil Supérieur de la Magistrature	226 000 000	70 000 000	70 000 000
8	Cour Suprême	257 000 000	126 400 000	126 400 000
20	Commission Nationale des Droits de l'Homme	510 000 000	679 758 120	510 000 000
21	Défense Nationale	155 387 000 000	105 495 465 682	102 264 889 870
22	Médiateur de la République	210 000 000	10 000 000	0
23	Cour des Comptes et de Discipline budgét.	1 454 000 000	1 950 151 832	1 950 151 832
25	Conseil Sup de la Liberté de Communic.	496 000 000	227 518 264	29 999 480
31	Affaires Etrangères et Francophonie	6 051 000 000	2 773 849 843	2 658 849 895
32	Garde des Sceaux, Justice et droits humains	7 764 000 000	7 495 624 438	6 666 628 597
33	Communication ch. Relat. avec le Parlement	4 638 000 000	4 914 831 827	4 857 831 827
34	Intérieur & Décentralisation	89 078 000 000	125 264 745 262	122 806 807 625
37	Construction, Urbanisme et Habitat	229 000 000 000	50 096 066 524	49 296 066 524
39	Energie et Hydraulique	209 867 000 000	267 741 882 320	260 131 393 840
40	Pêche et aquaculture	3 326 000 000	1 406 448 570	1 146 453 570
41	Agriculture, Elevage	44 840 000 000	30 562 560 193	26 908 150 641
42	Economie Forestière et environnement et Dvlp durable	9 497 000 000	4 323 499 311	3 935 068 056
43	Equipement & Travaux Publics	547 805 000 000	507 723 868 295	479 459 118 200
45	Développement Industriel	14 460 000 000	84 557 320 221	78 825 046 734
46	Mines, Industries Minières et géologie	105 550 000 000	24 083 554 715	24 037 554 715
47	Affaires foncières et domaine public	8 893 000 000	7 764 086 796	5 689 005 086
48	Hydrocarbures	2 275 000 000	1 336 235 297	1 237 240 518
49	Postes & Télécommunications	20 200 000 000	41 106 537 353	40 397 625 262
50	Présidence chgée des Zones économiques spéciales	1 133 000 000	19 612 408 428	19 612 408 428
51	Commerce, Consommation et Approvisionnement	4 400 000 000	1 551 589 026	1 415 339 026
52	Economie & Plan	41 248 000 000	36 911 425 583	33 017 919 011
53	Finances ? budget et Portefeuille Public	38 495 000 000	15 332 311 814	12 916 578 064
54	PME et Artisanat	5 443 000 000	783 279 387	603 847 809
61	Enseignement Primaire Secondaire	52 420 000 000	28 885 759 118	28 313 770 488
62	Enseignement Supérieur	6 856 000 000	5 753 861 371	5 652 412 424
63	Culture & Arts	5 801 000 000	3 023 432 679	2 834 537 363
64	Sport & éducation physique	35 169 000 000	9 632 078 072	9 499 910 076
65	Recherche scientifique et innovation technique	4 946 000 000	2 034 711 449	1 117 228 203
66	Industrie Tourisme et Loisirs	4 000 000 000	3 582 429 344	3 152 788 037
67	Promotion de la Femme	2 216 000 000	546 143 515	496 147 340
68	Enseignement Technique & Formation Prof.	16 200 000 000	9 712 934 267	6 956 896 164
69	Education civique et jeunesse	1 210 000 000	379 060 705	276 658 371
71	Santé et population	98 821 000 000	51 791 234 151	48 800 576 443
72	Fonction Publique & Réforme de l'Etat	1 363 000 000	1 076 678 710	1 032 115 710
73	Affaires sociales	8 048 000 000	3 016 942 141	2 614 941 816
74	Travail, emploi et Sécurité Sociale	3 269 000 000	736 829 321	597 317 390
	Total général	1 961 772 000 000	1 612 679 827 919	1 534 738 972 506